

Pour une prise en compte des cultures et des religions dans les programmes de développement

Propositions du séminaire des Bernardins sur le développement
Synthèse par Alain Henry et Yannick Jaffré*

Le « développement » – tel qu'on l'entend à propos des pays du Sud, et au sens où nous le préciserons dans ce texte – concerne toutes les dimensions de la vie humaine, à la fois matérielles, économiques, sociales, spirituelles, culturelles et religieuses. Cependant la plupart des programmes soutenus par l'aide internationale, publique et privée, sont orientés selon des logiques standardisées, peu préoccupées (à quelques exceptions près, notamment pour l'aide confessionnelle) des contextes culturels et religieux des populations supposées en bénéficier.

Des particularités culturelles sont partout visibles, mais les effets en sont difficiles à appréhender. Le fait religieux, loin de s'effacer contrairement à ce que l'on a pu croire, montre une certaine constance, voire une vigueur nouvelle. Ces attachements influencent la perception que les intéressés se font du développement. Le regain du religieux s'accompagne d'une volonté croissante des institutions religieuses d'être force de propositions dans les débats internationaux. Ces constats plaident pour une prise en compte des dynamiques culturelles et religieuses dans la définition et les mises en œuvre des politiques de développement.

Le présent texte résulte des travaux d'un séminaire qui s'est tenu pendant deux ans au Collège des Bernardins, ayant pour thème *Le développement à l'épreuve des cultures et des religions*. Il constitue un appel de notre groupe de travail à une prise en compte plus effective *des dimensions sociales des politiques de développement, au travers notamment des divers aspects culturels et religieux*.

Dans un premier temps, nous commencerons par préciser ce que représente chacune des trois notions clés de cette réflexion (« développement », « culture », et « religion »). Une seconde partie soulignera quelques uns des enjeux liés à une insuffisante prise en compte des aspects sociaux et culturels. Enfin dans une troisième partie, nous émettrons sept recommandations concrètes qui

* Ce texte présente les propositions d'un Séminaire de recherche organisé par le Collège des Bernardins, avec le soutien de l'Agence française de développement. Durant deux années (2015-2016), ce séminaire a réuni une trentaine de participants, d'appartenances et d'expériences diverses, ainsi qu'une quinzaine d'intervenants invités. Ce texte résume quatre documents de travail ([téléchargeables sur le site des Bernardins](#)), auxquels ont contribué : Louise Avon, Lucy de Noblet, Marin de Viry, Jean-Michel Debrat, Gilles Degois, Michel Didierlaurent, François Gaulme, Paul Ginies, Alain Henry, Yannick Jaffré, François Jay, Olivier Lafourcade, Hubert Loiseleur des Longchamps, Patricia Manceau, Thierry Moulouquet, Martin Péricard, Baudoin Roger, Clémence Schantz, Aurélie Sers, Chantal Verger, et Daniel Verger.

doivent permettre une meilleure adéquation entre l'offre des acteurs « de développement » et la demande.

1. Définitions et enjeux humains

Les trois grandes notions utilisées ici – « développement », « culture » ou « religion » – font l'objet de débats complexes, tant du point de vue académique, que pratique ou bien politique. Nous commencerons par préciser le sens que nous leur donnons, en essayant de nous placer à un niveau assez large pour éviter les querelles dogmatiques, et cependant assez précis pour offrir un éclairage pratique sur les enjeux.

Le « développement », un enjeu centré sur l'humain

Le terme « développement », officialisé lors d'une des premières conférences des Nations-Unies (La Havane 1947) pour désigner la trajectoire des pays dits « sous-développés », signifiait que ceux-ci devaient réaliser des progrès économiques afin de rattraper les pays prospères grâce à une sorte de mimétisme du capitalisme. La notion fut alors rapidement au centre de la compétition idéologique de la guerre froide. Chaque camp (capitalisme libéral ou marxisme soviétique) cherchait à étendre diversement son influence vers les pays du « Tiers Monde », mais tous s'accordaient peu ou prou sur un principe d'un « rattrapage ». Cette orientation, qui perdure aujourd'hui sous d'autres appellations (convergence, modernisation, etc.), a entériné l'idée de la projection partielle dans tous les pays d'un « modèle occidental », avec pour visées principales a) la construction de l'Etat comme acteur central, b) l'instauration des démocraties formelles, et c) la croissance économique.

Cette acception du mot « développement », dans le contexte de l'économie mondiale actuelle, paraît loin de sa signification originelle issue d'autres disciplines, qui désigne *des transformations du vivant* – végétal, animal, humain – chacun de ces mondes pouvant s'accroître, tout en restant lui-même, et en acquérant des capacités et des caractéristiques nouvelles. Concernant l'action économique et sociale, malgré des procédures de plus en plus élaborées, la conception du « développement » demeure souvent inopérante sur le terrain. La profusion d'un jargon et des concepts standardisés dans les enceintes internationales témoigne d'un embarras du discours face aux réalités. Le « développement » n'est souvent aujourd'hui qu'une des figures de la mondialisation économique, assez en deçà de ses ambitions fondatrices.

Les auteurs de ce texte sont profondément convaincus que l'on *doit* et que l'on *peut* améliorer les dispositifs ayant trait à cette sphère du « développement ».

Par ce terme, nous désignons ici l'accroissement de capacités des pays, des communautés et des personnes, non seulement à survivre face aux menaces – famines, maladies, conflits, etc. –, mais aussi l'accroissement de leur capacité à choisir leur avenir et à s'y projeter. Il s'applique à chaque

groupe humain, enraciné dans une histoire et dans une production intellectuelle et spirituelle propre, organisé en société, situé dans un contexte mondial et des rapports géopolitiques. S'agissant de la vie humaine et de la façon de vivre ensemble, la liberté – dans ses diverses composantes effectives, de parole, de droits, de critique, etc. – a un rôle essentiel. « *Le développement, au sens large, c'est l'amélioration généralisée du niveau de vie, du bien-être et de la liberté de la population* » (Jean Drèze et Amartya Sen, Revue Projet n°338, 2014).

Ces principes larges s'appliquent concrètement dans divers domaines essentiels, tels que l'accès de tous à l'éducation, la santé, l'énergie, la mobilité et l'ensemble des services collectifs. Ils sont également liés aux mutations mondiales, incluant les transitions démographiques, la transition écologique et énergétique, l'urbanisation, les brassages culturels, les émergences épidémiologiques, l'expansion des maladies « de civilisation », le respect de l'environnement, etc. Le développement humain y est fortement lié à celui du milieu social et naturel.

Cette idée du développement, en prenant en compte les notions de bien-être et de liberté, renvoie aux aspects culturels et religieux spécifiques à chaque société. Elle implique en particulier la reconnaissance d'une subsidiarité, c'est-à-dire la liberté pour chaque société d'en concevoir les modalités concrètes d'application, en référence à ses valeurs propres et à ses croyances.

La culture, constitutive des modes de vie et de la manière d'y donner sens

La « culture » apparaît à travers *un ensemble de spécificités touchant autant aux représentations sociales qu'aux usages* de chaque groupe humain. Bien que ces spécificités soient aisément perceptibles, leur prise en compte est loin d'aller de soi et elle paraît complexe. Cette difficulté peut en partie expliquer la quasi absence de leur prise en compte (la culture des groupes « bénéficiaires » est rarement identifiée, sauf pour appeler à un « changement de culture »).

Il n'existe pas de définition simple et généralement admise de la « culture ». Elle a fait l'objet de nombreux travaux anthropologiques (Durkheim, Weber, Mead, Evans-Pritchard, Dumont, Douglas, Gertz, Swidler, Appadurai, Olivier de Sardan, Iribarne, etc.) qui s'accordent et parfois divergent sur sa définition. Faute d'un consensus, nous nous arrêtons à une définition assez large, permettant d'éclairer l'influence des aspects culturels sur les problématiques de développement et sur l'insertion sociale des « projets », et de montrer l'importance de leur compréhension.

De manière générale, la « culture » désigne des domaines variés, en partie liés entre eux, tels que : la création artistique et intellectuelle (patrimoine culturel) ; les représentations de la vie et du monde ; les pratiques culinaires (culture alimentaire) ; les représentations du corps (santé, sexualité) ; le niveau de formation et d'éducation (capital humain) ; la conception de la relation entre l'individu et

le groupe (culture politique). Ces trois derniers niveaux (représentations du corps, éducation, et culture politique) sont plus systématiquement concernés dans les programmes de développement.

Toutes les cultures s'interrogent sur des aspects essentiels de la vie et de l'organisation sociale (l'alliance et la parenté, les relations de genre, la reproduction, les étapes de la vie et la mort, les inégalités, la relation à l'étranger, les raisons de la violence). Elles le font en partant d'un *ensemble de manières d'interpréter les situations sociales et de résoudre les problèmes qui se posent à la vie individuelle et collective*. Elles associent un ensemble de représentations, d'images, de systèmes narratifs, d'usages et de logiques qui *donnent sens implicitement* aux rapports entre pairs, aux logiques hiérarchiques, à la manière de mettre en pratique les « valeurs », ou bien de réduire des contradictions.

Il faut prendre garde de ce qu'une approche répandue de la culture, vue comme « ensemble de valeurs et de comportement spécifiques », conduit à des confusions et à des généralisations abusives. Elle comporte les risques d'une généralisation des « traits sociaux », vite présumés et essentialisés, qui est à l'origine de fréquentes stigmatisations (les situations coloniales ont particulièrement usé d'une image dévalorisante de « l'autre »). Les valeurs fondamentales sont largement universelles. Tandis que les comportements jugés spécifiques ne se vérifient pas. La culture ne peut être réduite non plus à une question d'identité, laquelle comporte souvent des visées instrumentales.

Par ailleurs une culture n'est jamais figée. Plutôt que de constituer une tradition immuable, elle fournit des ressources pour construire des projets et des futurs acceptables. Loin d'être homogène, elle présente des expressions multiples. Elle n'a qu'un faible pouvoir prédictif des comportements. Elle se divise sur plusieurs niveaux, reliés entre eux – régions, pays, classes sociales, groupes d'âges, communautés locales, groupes professionnels, etc. –, dont les éléments peuvent varier à diverses échelles de temps. Bref, elle est un cadre souple organisant les incessants dialogues entre des dynamiques locales, souvent conflictuelles, et le global. A ce titre, les cultures empruntent et recyclent, tout autant qu'elles conservent certaines logiques plus profondes.

Tout projet comporte des germes de changement culturel, et y fait parfois expressément appel. Banalité, bien sûr, mais comment innover si ce n'est à partir de soi, de ses choix et de son histoire ? Certains changements culturels sont rapides et massifs, pouvant donner lieu à de fortes tensions. D'autres, au contraire, butent sur des obstacles, apparemment inamovibles à échéance prévisible. Ces « obstacles culturels » ne sont pas ceux de populations à qui il faudrait expliquer leurs intérêts, mais souvent entre les choix implicites régissant les acteurs de la scène du développement.

Toute démarche de changement suppose de comprendre les aspects structurants et des systèmes de sens qui sont au cœur du lien social, et qui peuvent être des ressources utiles au changement. Il importe de ne pas les ignorer et d'instaurer des dialogues respectueux et utiles entre des sociétés qui toutes maintenant se côtoient. Il s'agit de mieux comprendre les représentations à partir desquelles les membres de chaque société donnent sens à ce qu'ils vivent.

Les acteurs de développement (agences, bailleurs, ONG, etc.) sont eux-mêmes porteurs de leur propre culture, qui oriente inconsciemment leur propre vision du développement et leurs choix politiques.

Les religions, comme systèmes normatifs de sens et de valeurs, ont aussi un rôle important d'orientation. Qu'il suffise d'évoquer les divergences autour d'enjeux socio-sanitaires comme la contraception, l'avortement ou l'usage des préservatifs.

Le regain des religions et leur reconnaissance croissante

Une religion « relie » des croyants entre eux (du latin *religere*), ainsi qu'à une représentation de la transcendance et de l'univers, impliquant des réponses sur l'origine de l'homme et de la vie, sur la mort et la finitude. Chaque religion est porteuse d'un ensemble de croyances, de conceptions philosophiques, et d'enseignements de sagesse et d'éthique.

Les religions ne forment pas un ensemble homogène, et il est important de les différencier selon leurs contenus, leur organisation et leurs usages sociaux et politiques. Certaines se réclament d'une « révélation », c'est-à-dire d'une irruption du divin dans l'histoire humaine. D'autre, d'une sorte de relation harmonieuse avec les mondes humains. Cependant toutes les grandes religions portent, tout au moins dans leur définition, une attention particulière à la pauvreté, au partage équitable des biens, et au respect de la nature. « *Paix, justice et sauvegarde de la création* sont trois thèmes absolument liés, qui ne pourront pas être traités séparément sous peine de tomber de nouveau dans le réductionnisme » (*Laudato'si*, 2015).

Sous tous les cieux et en tous temps, quelles que soient les croyances, les relations entre le religieux et le politique ont été complexes et souvent sources de conflits. Les religions sont « au monde », elles sont donc régulièrement instrumentalisées dans des conflits violents qui ont le plus souvent leurs racines dans les dominations infligées à des groupes sociaux, ethniques ou religieux. La vision universaliste du christianisme l'a porté au-delà des frontières de ses cultures d'origine. Sa rencontre, parfois violente, avec d'autres sociétés et cultures l'a conduit à élaborer une approche doctrinale du développement que l'on trouve principalement dans les lettres encycliques des Papes adressées « aux fidèles de l'univers tout entier ainsi qu'à tous les hommes de bonne volonté » (*Pacem in terris*, 1963).

Les sociétés ont tendance à confondre l'origine culturelle et religieuse d'une « tradition ». Dans les faits, religions et cultures s'influencent mutuellement sur le long terme. D'un côté, les religions, en se diffusant, adoptent les formes des cultures qu'elles rencontrent – les « grandes religions » (christianisme, islam ou bouddhisme) prennent des formes différentes selon leurs cultures d'accueil. Réciproquement, les religions influencent les cultures dans lesquelles elles s'implantent, en faisant bouger les représentations. Cette influence passe moins par l'application formelle de leur doctrine, que par la manière dont certaines figures inspirent et travaillent à long terme les représentations. Ainsi les religions intègrent des singularités culturelles locales, en même temps qu'elles en modifient les logiques à long terme.

L'important en matière de développement est plus ce que des groupes d'acteurs font ou expriment au nom de leur appartenance religieuse, que les contenus doctrinaux. Autrement dit, la religion est aussi une façon pour les acteurs de donner sens et de légitimer leurs choix. On peut distinguer trois niveaux d'implications des religions : a) la recrudescence de l'identification des populations à une appartenance religieuse et aux pratiques collectives associées ; b) le rôle actif des ONG confessionnelles dans des programmes de développement ou comme acteurs de services de solidarité essentiels (santé, éducation, etc.) ; c) la participation des autorités religieuses aux débats des enceintes internationales.

2. Contexte et enjeux de l'aide internationale

Le monde du « développement » et de l'« aide » est multiforme, associant entre eux des acteurs très divers : institutions internationales, bailleurs de fonds, organisations de solidarité, publiques ou privées, administrations locales, et au-delà les acteurs divers qui composent la « société civile ».

Tout changement d'approche, en particulier qui viserait à prendre en compte les contextes culturels et religieux, les concerne également, autant que les populations concernées et leurs représentants.

Des « actions » segmentées et décontextualisées

Les acteurs de l'aide, de plus en plus segmentés et spécialisés, sont loin d'être hors du monde et motivés uniquement par des actions compassionnelles. Leur action non dénuée d'intérêts est sujette à une compétition de plus en plus rude, que ce soit pour l'obtention de subventions ou pour le renforcement de leur pouvoir d'influence, sur des thématiques (santé, urgence, handicap, agriculture, eau) ou des territoires (Afrique, pays, villes, etc.).

Leurs actions se déclinent sur un large spectre, allant de jumelages « à taille humaine » – l'accueil d'un enfant ou le soutien d'une école impliquant la proximité des personnes – à des actions thématiques liant des structures similaires au Nord et au Sud (exploitations agricoles, groupements de métiers, hôpitaux), jusqu'aux vastes aides budgétaires d'Etat à Etat, ou encore aux actions de

lobbying international. Toutefois, à des échelles très diverses, elles se constituent peu ou prou sur des relations asymétriques, entre « donateurs » et « bénéficiaires ».

L'« aide » signifie toujours plus qu'elle même, et les choix d'intervention sont souvent non dénués d'intérêts, plus ou moins immédiats, sous-tendus d'une forte concurrence entre pays ou entre organismes. Cette compétition n'est pas toujours bénéfique, étant souvent source d'incohérences ou de ruptures entre les projets, porteurs de modèles contradictoires. Cette concurrence s'accompagne inéluctablement de modes, qui marquent fortement le marché de l'aide. Elles ont pour effet de donner une place considérable à des slogans de gestion – sortes d'abrégés du « vrai » et de l'« efficace » – qui sont loin de tenir compte des complexités humaines propres à chaque contexte.

Notre objectif n'est pas d'établir un bilan de l'aide – le positif venant équilibrer le négatif –, ni d'en dresser une critique systématique, mais de pointer des difficultés structurelles. Les échecs demeurent nombreux de programmes de développement conçus hors-sol, réalisés dans l'ignorance des réalités culturelles et religieuses des sociétés concernées. A titre d'illustration, il suffirait d'évoquer les difficultés d'usage des moustiquaires dans certaines régions, les fortes tensions socio-politiques qui ont entravé un temps la gestion de l'épidémie Ebola, ou encore les programmes qui visaient à protéger des jeunes (au nom de leur « enfance ») que les sociétés locales considèrent comme des « producteurs ».

Des appels à considérer les aspects culturels et religieux sont régulièrement lancés, parfois à un haut niveau, mais en vain. Fin 2015, le Président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a rappelé que, dans la crise Ebola en Afrique, les aspects culturels avaient été ignorés, répétant une erreur ancienne, avec de graves conséquences.

Les aspects culturels et religieux demeurent ignorés dans la conception des programmes, plus soucieux de suivre des prescriptions que l'on imagine universelles. La culture est aussi histoire et mémoire. Mais qui se soucie des humbles mémoires des populations ? Pourtant, en raison de la diversité des acteurs, des échelles d'intervention, des motivations et des modes, les « actions de développement » contribuent à un fonctionnement social instable. Par exemple, dans le domaine de la santé, on est passé d'un objectif de « santé pour tous », aux politiques de « recouvrement des coûts », à « l'exemption de paiement aux points de contacts », à l'atteinte des OMD, puis aux ODD. En matière d'éducation, on est passé du soutien aux langues nationales, aux doubles vacations, puis aux écoles communautaires, et maintenant « environnementales ». Les programmes font généralement l'impasse sur les institutions locales anciennes et ils se succèdent, amnésiques et cumulatifs, chacun ne se préoccupant guère des structures instaurées par le précédent (les mêmes personnes deviennent tour à tour « agents de santé communautaire », « vétérinaires »,

« d’alphabétisation », etc.). Des programmes concomitants peuvent reposer sur des logiques contradictoires (recouvrement des coûts et gratuité des soins peuvent aller de pair). Le manque d’information peut engendrer des confusions (la proximité d’une campagne de vaccination et d’un programme de lutte contre le paludisme laissent penser aux populations qu’elles sont vaccinées contre le paludisme). Ces actions sont segmentées autour d’objectifs verticaux juxtaposés, reproduisant l’idée d’un monde social constitué d’une addition de comportements (port du préservatif, usage de la moustiquaire, allaitement exclusif, etc.), dépourvu de ces dimensions liées au sens (par exemple faisant le lien entre fécondité, sexualité, normes familiales et religieuses, conduite des politiques publiques, etc.).

Les dispositifs techniques sont eux-mêmes porteurs implicites de logiques sociales. Evoquer, même « à raison », les droits de l’enfant signifie transformer certaines conceptions des hiérarchies familiales et définir une autre politique des âges. Parler des « productrices » revient à accorder une autre place aux femmes. Sous le nom de développement ce sont des conceptions différentes qui dialoguent et parfois s’affrontent.

Un déficit de compréhension des logiques propres à chaque société

Les modèles de développement reposent le plus souvent sur des concepts assez frustes, qui prétendent faire entrer le réel dans des catégories naïves préétablies (cadre logique, modélisations, systèmes d’incitations, campagnes de sensibilisation conçues de l’extérieur, etc.), éloignées de la complexité des conduites sociales. Les logiques prêtées aux cultures locales reposent souvent sur des stéréotypes, qui reflètent le regard des intervenants extérieurs plutôt que les logiques propres des sociétés concernées. Des économistes de renom réfutent la valeur des « essais contrôlés par tirage au sort », notamment en ce qu’ils ne reposent sur aucun fond interprétatif local.

En pratique la sociologie à laquelle ont recouru les programmes s’apparente à l’astrologie, plutôt qu’à l’astronomie. Faute d’études scientifiques, les changements sociaux demeurent imprévisibles : de nombreuses programmes ne survivent pas à la « fin du projet » et au départ des experts ; inversement, les mots d’ordre de l’aide ou aussi la mondialisation des marchés sont la cause de changements de comportements massifs, auxquels ni les individus ni les sociétés ne sont préparés. A titre d’exemples : les rapides changements d’alimentation favorisés par les marchés entraînent la propagation des maladies de consommation ; la bio-médicalisation de l’accouchement a produit dans certains pays un accroissement critique des taux de césariennes, pour des motivations sexuelles ; ou bien, l’urbanisation et la scolarisation induisent une nouvelle périodisation des âges de la vie – adolescence, vieillesse – auxquelles les familles et les sociétés ne sont pas préparées.

Un effort de contextualisation serait nécessaire, consistant à comprendre les situations à l'intérieur de l'interprétation que les acteurs en ont eux-mêmes. Il s'agit de comprendre les logiques sociales à partir desquelles les sociétés, nécessairement plurielles, construisent leurs choix et leurs réponses.

A des études et suivis en profondeur, il se substitue une multiplication d'objectifs normatifs, privés de principe unificateur. Les programmes de développement restent conçus principalement sur un implicite universaliste selon lequel des modèles appliqués dans un contexte seraient transposables dans d'autres : ils sont « sans frontières ». Les « principes d'efficacité de l'aide » et les « guides des bonnes pratiques » sont le support d'un jargon croissant, qui capte l'attention et l'énergie des institutions et des acteurs, au détriment d'une compréhension du réel.

Cette ignorance acceptée de la culture de l'autre tient à la fois à la difficulté pressentie pour accéder à cette connaissance, certes mouvante, des sociétés – en pratique, au temps nécessaire pour l'appréhender – et à la croyance dominante et peu questionnée d'une convergence des modèles sociaux.

Le regain des références religieuses

Dans le domaine religieux, contrairement à ce qu'avait anticipé une vision sécularisée des sociétés, on assiste à un regain des appartenances religieuses, en particulier parmi les tranches d'âges jeunes. Dans une enquête récente (Gallup 2015), 84% de la population mondiale admettaient une appartenance confessionnelle, et 63% se déclaraient comme des « personnes religieuses » (*i.e.* ayant une pratique régulière). Les trois courants dominants concernent le christianisme (32%), l'islam (23%) et l'hindouisme (15%). Les taux d'adhésion les plus élevés se rencontrent surtout dans les pays en développement (Afrique et Moyen orient), tandis que le plus fort taux d'indifférence s'observe en Europe de l'Ouest. La désaffection religieuse paraît d'abord corrélée avec l'élévation du niveau de consommation, plutôt qu'avec le niveau d'éducation.

Globalement, la capacité de mobilisation des religions s'applique à la promotion d'un développement durable, qui soit à la fois fondé sur la dignité humaine et respectueux de l'environnement. Au niveau des individus, l'appartenance religieuse se répercute surtout sur les pratiques reproductives et sur les choix des systèmes éducatifs.

Les interactions entre acteurs confessionnels et organisations internationales et nationales de développement demeurent complexes. Les religions sont diverses dans leur organisation et leur représentation. Leur vision du développement n'est pas homogène. Elles font aussi entendre des voix divergentes par rapport au discours international (voir « La Déclaration des droits de l'homme en Islam », OCI, Le Caire, août 1990, ainsi que « La déclaration commune des évêques d'Afrique et de Madagascar », Accra, juin 2015). Par ailleurs, l'utilisation par certains acteurs d'un discours religieux

pour promouvoir un agenda politique, ou terroriste, brouille l'image des religions. Par peur d'être instrumentalisés ou en raison de divergences de valeurs, les représentants des religions hésitent parfois à engager le dialogue avec les institutions internationales.

De leur côté, la plupart des organisations internationales et certains Etats, comme la France, méconnaissent le fait religieux et culturel et ont été souvent réticents à l'aborder, allant jusqu'à questionner la légitimité des institutions religieuses à s'engager dans les débats mondiaux. Les questions controversées concernent la démographie, la santé de la reproduction, les relations de genre, de même que la vision de la finalité et des modalités du développement économique, en ce qu'elles impliquent des choix sociétaux. Il en va de la capacité à faire émerger une humanité plurielle, capable d'admettre les contradictions.

Enfin, les organisations de solidarités confessionnelles jouent un rôle actif dans les programmes de développement, parfois en substitution des administrations publiques. L'éthique liée à leur inspiration religieuse pallie souvent le manque d'éthique des Etats. Modèle social, îlot de cohérence, parfois aussi lieux de prosélytisme, elles prennent en charge des services de base indispensables, principalement de santé et d'éducation, souvent dans des zones enclavées et pauvres. Alors même qu'elles sont impliquées dans des programmes de développement publics, leur caractère confessionnel n'est encore que peu reconnu. Des études de la place des structures techniques se réclamant de préceptes religieux restent à faire.

La formation pour le développement individuel et collectif

La formation est (avec la santé) au cœur des enjeux de développement. Elle constitue en elle-même une finalité dans la mesure où elle vise à accroître les capacités de choix des acteurs et leur capacité à produire leur bien-être. Simultanément, l'éducation et la formation ne peuvent se concevoir qu'au sein de leur contexte culturel, en ce qu'elles reflètent la manière dont chaque société se représente le lien social.

En Afrique subsaharienne, plus que dans les autres continents, la modernisation de la formation reste un enjeu critique. Aujourd'hui, 30 millions d'habitants en Afrique subsaharienne ne sont pas scolarisés. Au cours des deux prochaines décennies, l'Afrique subsaharienne comptera chaque année 500 000 jeunes âgés supplémentaires de 15 ans (Banque mondiale). Les progrès actuels butent sur la difficulté à faire évoluer les politiques publiques ainsi que celles de l'aide. L'objectif est d'asseoir un dialogue public-privé qui permette de construire dans chaque pays des dispositifs de formation en phase simultanément avec leur société et avec les besoins de leur économie.

L'économie numérique annonce de profonds bouleversements économiques, largement à venir, se répercutant aussi dans la formation. En raison même de ses principes, le numérique tendra à faire

émerger des solutions qui conjuguent l'efficacité, la massification et la possibilité d'un accès pour tous à la formation, tout au long de la vie.

Les conceptions des systèmes de formation ont déjà beaucoup évolué ces dernières années, avec une tendance à l'individualisation. Elles répondent à la nécessité pour les salariés de se former à leur rythme et selon leurs besoins. Il s'agit d'une première étape, qui modifie la forme des futurs systèmes de formation et le rôle des pouvoirs publics. Les systèmes éducatifs vont devoir poursuivre leur mutation en termes de modalités pédagogiques et de prix, pour tenir compte des évolutions des sociétés africaines de plus en plus connectées. Les savoirs s'échangent à une échelle mondiale, même au « village », et seront désormais numérisés pour être accessibles au plus grand nombre. Il faut faciliter l'autonomie de l'apprenant, favoriser le travail collaboratif, l'innovation, et l'esprit d'entreprise, tout en renforçant les interactions entre chaque apprenant et le formateur, tout en favorisant son émancipation par l'acquisition et la validation de savoirs et de compétences.

Si le numérique apparaît comme une opportunité en phase avec les besoins d'éducation et de formation des jeunes africains, il peut aussi constituer un risque s'il est synonyme d'un nouveau rapport dominant/dominé.

3. Propositions pour un développement plus centré sur l'humain, prenant en compte cultures et religions

Le développement, au sens rappelé ici, concerne tout l'homme dans ses dimensions matérielles, spirituelles, culturelles, économiques et sociales.

Les institutions internationales, les bailleurs de fonds, les organisations de solidarité, les acteurs privés et publics, et les administrations locales doivent veiller à mieux comprendre et à qualifier les contextes des sociétés au sein desquelles ils travaillent. Simultanément le fait religieux occupe une place croissante et sa prise en compte est devenue essentielle pour atteindre les objectifs internationaux de développement. Les aspects sociopolitiques des religions et des cultures doivent devenir une partie intégrante des analyses internationales.

3.1 Une meilleure compréhension de contextes culturels et religieux est nécessaire, parce qu'inhérente à tout projet de développement.

Les acteurs extérieurs du développement (institutions internationales, ONG, bailleurs et administrations publiques locales) ne peuvent plus raisonnablement promouvoir des programmes de développement sans qualifier un tant soit peu les contextes culturels et religieux dans lesquels ils s'engagent. Les formes actuelles d'« ignorance culturelle » ont un coût humain, social, et économique. Un exemple éclatant en a été donné lors de la crise Ebola ou du Chikungunya (mais aussi de la grippe et des vaccinations en France), où malgré l'expérience des épidémies précédentes,

les acteurs et des bailleurs se sont focalisés sur les aspects techniques et ont ignoré les aspects culturels, avec des conséquences aggravantes sur la crise. Les actions et les programmes de développement se réduisent trop souvent à des mots d'ordre gestionnaires, qui sont loin de prendre en compte la complexité des sociétés, et qui aboutissent parfois à l'opposé des objectifs escomptés. On doit dépasser le discours normatif mondial, auquel le réel échappe de plus en plus, et rééquilibrer l'approche descendante soutenant les « bonnes pratiques », par une approche « par le bas », s'appuyant sur une compréhension des sociétés locales. On ne peut plus faire l'économie d'une connaissance concrète des sociétés et de ce qui y fait sens.

3.2 Il faut développer des contacts avec les représentants des religions, tant sur le plan de l'activité diplomatique que sur celui du développement.

Les religions sont un fait humain essentiel. En permettant à leurs membres de donner un sens à leur vie, elles orientent leur être au monde et sont une ressource pour le développement. Elles sont un fait à la fois social et institutionnel, comprenant diverses formes d'action. Il est essentiel que les organisations internationales comme les représentations nationales intègrent la compréhension du fait religieux dans leur approche et dans la formation de leurs cadres. Penser et connaître les religions n'est aucunement synonyme d'en partager les croyances. En France, la connaissance des faits religieux devrait être intégrée dans les formations de diplomates. Une table ronde sur des questions y ayant trait devrait être organisée à l'occasion de la conférence annuelle des ambassadeurs. La diplomatie devrait y être active et développer des contacts avec les représentants des religions. Elle ne peut pas être totalement aconfessionnelle (au même titre qu'elle n'est pas absente des aspects politiques, économiques, artistiques, etc.). De leur côté, les institutions religieuses doivent maintenir un niveau élevé de mobilisation interne et d'engagement sur les questions sociales et d'environnement, en y consacrant des ressources adéquates.

3.3 La prise en compte effective des cultures et des religions nécessite que les agences d'aide et les bailleurs en fassent une orientation stratégique et qu'ils y accordent des moyens.

Une meilleure prise en compte des aspects culturels et religieux constituera un changement profond, qui nécessite des efforts particuliers. Il ne se produira que si les acteurs internationaux en font un choix stratégique et qu'ils y affectent des moyens dédiés. Faute de quoi, on doit s'attendre à ce que la question reste délaissée. Les acteurs de l'aide internationale interviennent dans une grande diversité de sociétés, de contextes et de cultures. La nature de leurs partenariats dépend aussi de la représentation que leurs partenaires se font de ce type de relation. Si certaines de leurs attentes sont universelles (conditions financières, contenu des expertises, rapports de confiance), leurs attentes peuvent différer significativement selon l'idée que chacun se fait d'un « bon » partenariat. Un premier effort pourrait consister à éclairer la conception que, selon leur culture, les différents

partenaires se font de la coopération. Au-delà, la prise en compte effective des aspects culturels et des religions demandera un ensemble d'actions concrètes : la formation des équipes à ces questions et à leur impact en matière de développement, un accompagnement spécifique de certains programmes sur leurs aspects culturels, et l'emploi de compétences scientifiques.

3.4 Une meilleure compréhension des contextes culturels implique l'apport d'expertises spécifiques et un temps d'apprentissage entre partenaires.

Tout projet de développement est un changement social, porteur d'innovation, en vue d'un plus grand bien-être. Il ne peut se faire qu'en associant l'ensemble des partenaires, dans toute leur dimension humaine. Il est étrange que la conception actuelle des projets s'appuie aussi peu sur la connaissance des sociétés locales et de leurs logiques structurantes. Il est vrai qu'un intérêt pour les contextes culturels a souvent été entravé par des conceptions confuses de la « culture » ou par des débats théoriques complexes. Dans la perspective pratique adoptée ici, soulignons qu'il ne faut réduire la culture ni à des valeurs (difficiles à articuler entre elles), ni à des comportements (pas vraiment prédictibles), ni à des questions d'identité (modifiables à des fins politiques). Il s'agit surtout de comprendre de l'intérieur un ensemble de représentations, d'usages, d'institutions, et de manières de donner sens, qui sont des ressources pour accompagner les changements. Tout changement social doit prendre en compte cette compréhension des représentations, en faisant appel à des compétences socio-anthropologiques et à de l'observation pratique. Pour les experts étrangers, la compréhension d'un contexte culturel peut exiger du temps (de même que l'apprentissage d'une langue exige du temps). Les partenaires doivent s'adjoindre des capacités d'analyse en anthropologie sociale pour la préparation, la conception, et le suivi des programmes. Les agences internationales doivent valoriser les compétences locales aussi pour leur capacité d'« interprètes culturels », à même d'explicitier et d'éclairer les logiques propres de leur contexte.

3.5 Les cultures ne sont pas un paysage devant lequel on poserait des règles de gestion et des institutions. Elles sont le matériau avec lesquels celles-ci se bâtissent.

La diversité des situations et des contextes culturels peut difficilement s'appréhender sur la base de quelques principes gestionnaires, généralisables à tous. Les cultures sont ce qui permet de donner sens à un changement ou à une institution. Elles constituent un des matériaux avec lesquels les institutions se construisent et évoluent au fil de l'histoire. Une des voies possibles consisterait à étudier les « bonnes pratiques » spécifiques à leur contexte culturel. Il serait souvent possible de trouver et de documenter des exemples de « bonne gouvernance », pas tant pour montrer leur conformité aux standards internationaux (par définition, ils en respectent nécessairement certains principes), que pour comprendre la manière dont ils apportent des solutions d'organisation sur des difficultés usuelles dans leur contexte culturel. Cette approche supposerait aussi que l'on repère les

difficultés de gestion propres à un contexte. Cette dimension culturelle des institutions est particulièrement ignorée dans les contextes de crise ou de conflits. De peur de soutenir des dynamiques identitaires (pourtant très différentes), on privilégie des solutions « universalistes », qui peinent à s'inscrire dans la réalité (l'évolution en RCA en est un exemple). Le principe souvent proclamé « d'adaptation au terrain » désigne en fait une volonté pragmatique de s'adapter aux circonstances, et non un souci de compréhension des logiques sociales et culturelles, qui sont pourtant une clé des situations de crises. Il s'agirait d'éclairer les liens entre cultures, organisation et efficacité sociale.

3.6 Les questions de développement qui font litiges par rapport aux religions pourront faire l'objet de dialogues plus structurés, tout en cherchant à favoriser un engagement commun sur les grands enjeux de l'agenda mondial.

Il faut développer le dialogue entre les organisations internationales, les partenaires de l'aide et les institutions confessionnelles sur des questions faisant litige entre elles. On pourra organiser des séminaires thématiques, en veillant à identifier des points de convergence et à favoriser la qualité du dialogue à long terme. On pourra adopter une approche fonctionnelle, basée sur des analyses détaillées et spécifiques de l'impact des manifestations religieuses sur les sociétés. Les questions liées à la famille pourront faire l'objet d'un tel approfondissement. Bien que les familles soient un lieu de transmission majeur et donc un vecteur essentiel pour la réalisation de l'agenda 2030, la dimension familiale a été occultée dans le texte final de l'agenda 2030, par suite de désaccords sur la définition de la « famille », en particulier de clivages entre les tenants d'une conception « occidentale » et ceux d'une vision plus ouverte aux dimensions « traditionnelles » de la parenté. Plutôt que de se crisper sur une forme définie, il y aurait lieu de partir des modalités selon lesquelles chaque société règle les questions de l'alliance et de la filiation, pour envisager la meilleure manière de promouvoir la mise en œuvre de l'Agenda 2030. En Afrique subsaharienne, un dialogue avec les autorités religieuses et coutumières autour de la question de l'éducation – prenant en compte la différence entre instruction religieuse et éducation – est indispensable pour l'enracinement d'une éducation moderne. En ce domaine, les politiques publiques devront permettre une ouverture vers les acteurs religieux, tout autant qu'une prise en compte de la demande sociale. Dans les domaines qui paraissent moins conflictuels, les organisations confessionnelles poursuivront leur investissement, pour lesquels leur apport et leur capacité de mobilisation sont essentiels, comme elles l'ont fait pour le climat lors de la COP21. De leur côté, les organisations internationales et les acteurs de l'aide devront intensifier la collaboration et l'intégration des organisations confessionnelles dans le dialogue sur leurs thématiques de travail. Il leur reviendra de proposer des modes de partenariat et l'ancrage de cette collaboration dans une permanence officialisée.

3.7 L'accès et la qualité de l'éducation sont indissociables, et nécessitent en Afrique une meilleure adéquation à la demande sociale et aux besoins de l'économie, et auxquels la révolution du numérique devra contribuer.

L'éducation est un enjeu de développement humain essentiel, permettant d'accroître les capacités individuelles et collectives à choisir son avenir. Les problèmes identifiés dans le domaine de l'éducation en Afrique subsaharienne ont trait, au-delà des derniers progrès en matière d'accès, à la qualité de l'éducation, et à l'adéquation des formations avec les attentes de la société et du marché de l'emploi. Dans la plupart des pays africains, la part du budget de l'Éducation nationale alloué à la formation professionnelle – de l'ordre de 5% – est totalement insuffisante. Un grand nombre de jeunes en fin de cursus, bien qu'ayant été formés, ont un profil en inadéquation avec les besoins du marché du travail. Les bailleurs reçoivent de plus en plus de demandes visant à un rapprochement de la formation professionnelle et des secteurs productifs. Cela nécessite d'organiser la relation entre les centres de formation professionnelle et les entreprises, afin que celles-ci puissent exprimer les besoins et anticiper les évolutions. Il faut développer des synergies avec, par exemple, l'appui au secteur privé, à la micro-finance, ou au secteur agricole et rural. L'évolution de l'offre de formation devra inclure des dispositifs de formations plus souples, courts, orientés vers des besoins exprimés, et devant bénéficier d'une image sociale positive. La révolution du numérique – dont les effets sont encore à venir – constitue à la fois une contrainte et une opportunité. Elle offre des outils et des possibilités nouvelles. Aujourd'hui, la plupart des obstacles technologiques sont levés. En dix ans, les progrès du taux de pénétration du téléphone mobile ont été considérables. Les politiques publiques éducatives doivent prendre en compte la transition numérique, en étant garantes d'un socle de valeurs communes. Les mesures incitatives et les régulations relevant de l'État doivent être conçues en accord avec leur contexte. Ces nouveaux enjeux exigeront à la fois une coordination plus active entre les agences d'aide et le renforcement des capacités de gouvernance dans les pays.

Conclusion : Un débat indispensable, qui pourtant a besoin de relais

Au cours des cinquante dernières années, la vision du développement et les pratiques ont beaucoup évolué. Les acteurs se sont diversifiés. Mais alors que les objectifs et les processus n'ont cessé de se formaliser, l'influence des cultures et des religions sur le développement a été largement ignorée. Un tel oubli ne lasse pas d'étonner, même si les raisons en sont nombreuses. Aujourd'hui, il nous paraît nécessaire de provoquer une prise de conscience et de susciter un changement.

Ce texte a la triple ambition de a) partager une inquiétude et une vigilance sur ces aspects sociaux et humains du développement, face à un monde de l'aide préoccupé d'abord de son efficacité directe ; b) apporter un éclairage pratique pour la prise en compte des aspects culturels et religieux dans le

développement ; c) ouvrir un débat qu'il faut porter dans diverses instances, nécessitant de questionner des routines établies mais peu satisfaisantes du point de vue des réalités de terrain.

Nous souhaitons que des voix faisant autorité se saisissent de ces questions et portent ce débat dans des instances décisionnaires de l'aide internationale et des institutions confessionnelles.